

L'eau, bien commun de l'humanité, change de statut. Comme beaucoup d'autres choses pour lesquelles ce classement semblait improbable il y a encore quelques décennies, elle entre désormais dans la catégorie des marchandises. De plus en plus convoitée, privatisée, accaparée, vendue, elle est promise à devenir, dans un avenir proche, un élément central dans le jeu capitalistique et un levier géopolitique qui égalera ou dépassera celui des hydrocarbures. De l'entreprise Nestlé, pionnière dans la marchandisation de l'eau, à Coca-Cola qui achète un maximum de sources dans le monde, en passant par la Russie qui bâtit sur ses réserves aqueuses son influence future sur l'Eurasie, l'eau devient doucement mais sûrement le nouvel or bleu sur lequel se tailleront les fortunes et pour lequel seront conduites des guerres.

UN BIEN INDISPENSABLE ET RARE

La valeur d'un bien dépend de sa rareté et de la convoitise humaine à le posséder et à en faire usage - c'est une loi d'airain de l'économie. L'eau (H₂O) est une substance chimique essentielle sans laquelle, dans sa forme liquide, il ne peut y avoir de vie. Un être humain ne peut survivre plus de trois jours sans boire d'eau. Son utilité est donc intemporelle et indépassable. L'eau recouvre 72 % de la surface de la terre, d'où le surnom de « planète bleue ». Le volume d'eau global est un invariant, stable à travers les âges. Mais voilà, cette eau terrestre est à 97,2 % salée, contenue principalement dans les océans, les mers intérieures et des nappes souterraines profondes où elle peut monter à 150° C sous l'effet de la pression et être douce ou saumurée. L'eau y joue un rôle majeur, quoique méconnu, en ayant une influence sur le mouvement des plaques tectoniques, la transformation des magmas et des roches, la géothermie et par voie de conséquence, le relief. Le pompage des eaux souterraines peut avoir des conséquences inattendues et inquiétantes. Ainsi, entre 1993 et 2010, en pompant 2 150 gigatonnes d'eau dans les réserves souterraines, principalement pour l'agriculture, l'humanité a décalé l'axe de rotation de la Terre par rapport au méridien de Greenwich de 80 centimètres (sic) et produit une élévation du niveau des océans, ainsi que l'atteste le *Geophysical Research Letters*¹. L'eau douce, elle, ne représente que 2,8 % du volume global d'eau sur terre. Ce pourcentage, déjà faible, est principalement constitué des glaces polaires (2,1 % du total). L'eau douce consommable par l'humanité et la plupart des espèces animales et végétales ne représente que 0,7 % du total. En Europe, on consomme en moyenne 200 litres d'eau par jour et jusqu'à 500 litres aux États-Unis. En Afrique subsaharienne, on en consomme 20 litres par jour; au Moyen Âge, on en consommait moins de 10. Dans ces chiffres se retrouvent tous les usages de l'eau : on songe à la consommation domestique (boire, cuisiner, faire sa toilette...), à celle utilisée par les villes et les collectivités et à celle, bien plus importante, absorbée par

l'agriculture et l'industrie. Bien entendu, eau consommée ne signifie pas détruite : une bonne partie retourne à la terre, une autre est recyclée et malheureusement, une part non négligeable est corrompue à chaque cycle d'utilisation. Il y a également des pertes liées à l'exploitation, qui ne corrompent pas l'eau, mais forcent à en réextraire. En France, nous perdons en moyenne 20 % de l'eau dans les canalisations et tuyauteries, qui devraient bénéficier d'un plan national de réparation. En Martinique et en Guadeloupe, les pertes s'élèvent jusqu'à 50 %, obligeant à de régulières coupures d'eau pour nos concitoyens ; à Mayotte, la pénurie d'eau est totale. Face à la constante du volume d'eau disponible, l'humanité, elle, ne cesse de croître. Moins de 200 millions d'êtres humains peuplaient la terre lorsque Jésus-Christ est né ; 1 milliard en 1800; 2,5 milliards à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale; 6 milliards en l'an 2000. Nous sommes aujourd'hui plus de 8 milliards et ce chiffre continue d'augmenter : l'ONU prévoit que nous serons entre 10 et 12 milliards à la fin de ce siècle. Compte tenu de la progression de la désertification et de l'accroissement de la consommation d'eau avec l'amélioration du niveau de vie, la pression sur l'eau augmente d'autant. Selon l'ONU, 2 humains sur 3 seront touchés par des pénuries d'eau plus ou moins graves à l'horizon 2050, c'est-à-dire demain. Ces quelques données permettent de saisir combien l'eau, qui nous apparaît comme allant de soi (ne tombe-t-elle pas du ciel quand il pleut ?), va devenir — est déjà — rare. Sa valeur financière et stratégique sera exponentielle dans les décennies qui viennent.

L'EAU COMME MARCHANDISE

L'eau est spontanément perçue comme une ressource naturelle, n'appartenant à personne, à laquelle chacun devrait avoir accès. Et de fait, personne ne peut interdire à quiconque de boire l'eau d'une rivière ou d'un lac. Dans les pays développés et une partie de ceux en développement, on accède aisément à l'eau en ouvrant un robinet ou en tirant la chasse d'eau; c'est considéré comme coulant de source, si l'on peut dire, même si les factures d'eau sont de plus en plus salées — sauf dans certaines villes comme Paris où l'usage de l'eau n'est pas clairement décompté des autres charges, donnant l'impression d'une gratuité et d'une abondance infinie. Là où les citoyens savent que l'eau a un coût, celui-ci est généralement accepté, car pour obtenir cette eau, en particulier potable, il est nécessaire de la pomper, de la filtrer, puis de la recycler dans des stations d'épuration une fois qu'elle a été utilisée. L'épuration, en particulier, est un impératif : au Moyen Âge, l'eau était terreuse et indigeste, souvent dangereuse pour cause d'agents pathogènes. Louis Pasteur résumait bien la chose en démontrant que l'on tombe malade d'abord par ce que l'on boit. Toutes ces opérations consomment des ressources, de l'énergie et du travail, qui doivent être rémunérés. Le coût moyen de l'eau est, en France, de 4,3 € le mètre cube, ce prix comprenant l'eau potable (2,11 €) et l'assainissement collectif (2,19 €). C'est sans compter le profit qu'on peut, en théorie et de plus en plus en pratique, en retirer. Comme dans tous les autres domaines, l'idéologie néolibérale, véhiculée par

la Commission européenne et les traités européens, tend à la privatisation de ce secteur. Ainsi, il y a une âpre lutte pour la gestion de l'eau des municipalités entre les tenants de la logique de service public et les multinationales de la gestion de l'eau, comme Veolia. Heureusement, en France, le public l'emporte pour l'heure sur le privé : en 2000, il y avait 12 000 délégations de service public vers le privé, dans une logique proche de celle de l'exploitation des autoroutes, sur un total de 34000 services de l'eau; on n'en compte plus que 6 300 aujourd'hui. Mais cette tendance hexagonale ne se retrouve pas au niveau mondial, où le privé se taille des parts de marché de plus en plus importantes, le marché de l'eau étant estimé à 600 milliards d'euros. Lorsqu'on parle de l'eau comme d'une marchandise, on pense à celle que l'on achète en bouteilles et qui donne l'impression qu'elle n'appartient pas à tout le monde puisqu'elle peut être vendue mais en réalité, ce que nous payons dans une bouteille d'eau c'est, là aussi, le processus de pompage, l'embouteillage, le plastique de la bouteille (très rarement le verre) et bien entendu, le marketing qui va avec. Cependant l'eau, à strictement parler, n'appartient pas aux marchands d'eau : rien n'interdit au citoyen de la puiser à la source ou dans les rivières. C'est lorsque ce droit est remis en question, lorsque l'eau dans son état primaire devient un bien privé, qu'on peut parler d'une privatisation de cette ressource ; et c'est bien ce qui est en train d'arriver. Ainsi, dans une séquence restée célèbre du documentaire *We Feed the World* (Le Marché de la faim en français) réalisé en 2005, Peter Brabeck-Letmathe, P.-D.G. de la multinationale Nestlé de 1997 à 2008, déclarait sans ambages : « Les ONG ont un avis extrême quant au problème de l'accès à l'eau. Elles souhaitent que l'accès à l'eau soit nationalisé, c'est-à-dire que tout le monde puisse avoir accès à l'eau. Mon point de vue n'est pas celui-ci. Il faut que l'eau soit considérée comme une denrée, et comme toute denrée alimentaire, quelle ait une valeur, un coût. » Il justifiait son souhait de privatiser l'eau par le fait qu'elle est précieuse et en même temps gaspillée — oubliant de mentionner l'intérêt capitaliste de la création de bénéfices sur un bien commun. Ces propos, qui choquaient il y a dix-huit ans, sont devenus une réalité. L'Australie a joué un rôle de leader mondial dans ce domaine avec l'introduction d'un commerce limité de l'eau dans l'État de Victoria au début des années 1990. Mais c'est aux États-Unis que l'eau est devenue une marchandise à part entière. Michael Burry, célèbre pour avoir fait fortune en anticipant l'effondrement du marché immobilier américain (sujet du film *The Big Short*), a été de nouveau en avance en investissant dans l'eau. La nouvelle est passée inaperçue en raison de la crise du Covid, mais fin 2020, l'eau est formellement devenue une matière première et un actif, au même titre que le pétrole, l'or ou le blé, lorsque les opérateurs de la Bourse (le Chicago Mercantile Exchange [CME] et le Nasdaq) ont lancé des contrats à terme sur l'eau en Californie. L'eau a maintenant son indice, permettant à un acteur financier d'acheter tout ou partie des droits sur l'eau (rivières et réserves) région, en la soumettant aux lois du marché avant les besoins naturels. Ainsi, une exploitation agricole insolvable ne pourra plus irriguer en cas de forte hausse du marché, elle devra attendre la pluie et,

compte tenu de la raréfaction de l'eau, les prix ne peuvent qu'aller à la hausse. Dans ce contexte, les entreprises privées multiplieront leurs efforts pour s'assurer l'accès à l'eau. Coca-Cola est un bon exemple, tant sa chaîne logistique est l'une des plus grosses consommatrices d'eau au monde : il faut 72 litres d'eau pour fabriquer 1 litre de Coca-Cola, contenu et contenant inclus. Pour y parvenir, Coca-Cola accapare, achète, parfois de manière douteuse, le plus souvent au détriment des populations locales, les sources d'eau qui sont nécessaires à sa production. Au Mexique, où 20 % des 130 millions d'habitants n'ont pas un accès garanti à l'eau potable, l'entreprise a acheté des dizaines de sources, par exemple au Chiapas où elle pompe plus de 100 millions de litres d'eau par an. Aux privations des populations s'ajoute un désastre écologique dû à la surexploitation des sources et des suspicions de corruption. Ainsi, Vicente Fox, président du Mexique de 2000 à 2006, officiait avant comme président de Coca-Cola pour l'Amérique latine.

L'EAU COMME LEVIER GÉOPOLITIQUE

Le caractère vital de l'eau, la croissance de la population mondiale, la progression des déserts, la soumission d'une grande partie de l'humanité à un stress hydrique et la valeur financière accordée à l'eau en font un levier géopolitique. Cette ressource irremplaçable acquiert de manière accélérée un rôle central dans les relations entre Etats et contribue à façonner les nouvelles alliances. Les ressources en eau sont inégalement réparties entre les pays, au moins autant les hydrocarbures. Les zones les plus défavorisées se concentrent en Afrique, principalement en Afrique du Nord, au Sahel et en Afrique australe (des zones de forte émigration), au Proche et Moyen-Orient, en particulier dans la péninsule Arabique, et sur le pourtour méditerranéen. On ne peut comprendre le conflit israélo-palestinien sans prendre en compte la dimension hydrique (bassin du Jourdain), la réalité étant qu'il n'y a tout simplement pas assez d'eau pour tout le monde dans le cadre d'une consommation de type occidental. Pour de nombreux pays de la région, la dessalinisation est un enjeu central, géopolitique, et une question de survie. Pour le moment, le processus consomme énormément d'énergie et n'est envisageable que pour les pays qui en ont les moyens, comme ceux du golfe Persique. A contrario, il y a des géants de l'eau. Les Nations unies qualifient neuf pays comme étant des « puissances de l'eau », concentrant à eux seuls 60 % des réserves d'eau douce du monde : le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde, le Canada, les Etats-Unis, l'Indonésie, la Colombie et le Congo. Les premiers pays cités parmi ces géants sont les quatre fondateurs des BRICS, ce qui donne à cette coalition émergente un atout puissant pour l'avenir. On voit également se dessiner un bloc nord-américain bien doté, avec les Etats-Unis et le Canada. Mais pour apprécier les véritables forces, il faut pondérer ces ressources avec le volume de la population, le type de consommation et l'influence potentielle. Les États-Unis consomment, de très loin, beaucoup plus d'eau que quiconque et à ce titre, malgré leur potentiel, sont régulièrement en stress hydrique. Compte tenu de leurs populations colossales (3 milliards d'êtres humains cumulés), les volumes

consommés par l'Inde et la Chine sont tels que l'eau peut venir à manquer lorsque ces pays sont frappés par des aléas climatiques. Ainsi, le nord de l'Inde a connu en 2018 un été extrêmement aride malgré l'irrigation par les eaux de l'Himalaya, et ce pays figure à la vingt-cinquième place parmi les pays les plus touchés par le stress hydrique. Le Brésil est formellement la première puissance hydrique, ce pays possédant le plus grand volume d'eau douce renouvelable au monde, concentrée à 70 % en Amazonie. Mais c'est géopolitiquement un avantage faible, les pays voisins ne souffrant pas de stress hydrique et étant même plutôt bien lotis dans ce domaine. C'est surtout la Russie qui détient un avantage géopolitique majeur. Avec une population de seulement 160 millions d'habitants pour un territoire de plus de 17,2 millions de kilomètres carrés (premier au monde, 26 fois la France) sur lequel sont harmonieusement répartis de très nombreux fleuves et rivières de surface, la Russie est frontalière ou proche de nombreux pays en stress hydrique ou qui le seront à l'avenir. Le lac Baïkal, à lui seul, contient 20 % des réserves mondiales d'eau douce non gelée. Le réchauffement climatique libère aussi de vastes territoires et des volumes d'eau très importants. L'Europe, qui bénéficie pourtant d'un climat tempéré clément, fait face à un avenir incertain. Le récent rapport Aqueduct de l'ONG World Resources Institute montre ainsi que, parmi les vingt-cinq pays les plus exposés au stress hydrique figurent d'ores et déjà quatre pays européens : la Belgique, Chypre, la Grèce et Saint-Marin. S'agissant de cette dernière, le manque d'eau serait provoqué par la demande industrielle, qui absorbe près de 90 % de la consommation totale d'eau. La France reste relativement épargnée, mais la hausse des températures fait progressivement baisser la quantité d'eau disponible.

Surtout, l'exemple belge, qui rappelle que l'eau ne sert pas uniquement à remplir les piscines ou à arroser les légumes, nous renseigne sur la quadrature du cercle à laquelle on risque de devoir faire face à l'avenir : réindustrialiser tout en manquant d'eau. Située dans l'orbite géographique du géant hydrique qu'est la Russie, l'Europe risque de ne sortir de sa dépendance aux hydrocarbures russes — mais en est-elle vraiment sortie ? - que pour en subir une nouvelle : celle de l'or bleu.

Une donnée à intégrer d'urgence dans notre réflexion si nous ne voulons pas, demain, nous réveiller en panique, la gorge sèche. ♦

Georges Kuzmanovic

Il a œuvré dans l'humanitaire en France et en Afrique, combattu en Afghanistan sous le drapeau tricolore et préside à présent le mouvement République souveraine, qu'il a fondé en 2018 après avoir démissionné de La France insoumise, où il était responsable des questions internationales et de défense.